

SECURITE ALIMENTAIRE ET IMPLICATIONS HUMANITAIRES EN AFRIQUE DE L'OUEST ET AU SAHEL



N°53 - Février 2014

L'ESSENTIEL

Sections



Campagne
agropastorale



Situation
acridienne



Déplacements



Marchés
internationaux



Marchés
locaux



Sécurité
alimentaire

Pour aller à
la section

- ◆ La situation de sécurité alimentaire se dégrade dans certaines régions du Mali, de Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Tchad suite à une période de soudure pastorale précoce
- ◆ Résultats d'enquête d'insécurité alimentaire inquiétants pour les zones à risque du Sénégal et de la Mauritanie
- ◆ Stabilité des prix des céréales sur l'ensemble de la région depuis décembre 2013 à des niveaux généralement élevés par rapport à la moyenne des cinq dernières années

La période de soudure pastorale va commencer plus tôt que d'habitude dans certaines zones du Sahel suite au dessèchement des pâturages et la baisse du niveau des points d'eau d'abreuvement. Les zones les plus affectées correspondent aux régions qui ont connu un déficit de pluviométrie en 2013 au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Tchad.

En Afrique de l'Ouest, les marchés des trois bassins commerciaux sont bien approvisionnés en céréales et leurs prix sont stables, voire en baisse dans la plupart des marchés par rapport à décembre 2013. Cette tendance des marchés de la région est concomitante à la tendance à la baisse des prix des céréales observée dans le marché international, en particulier pour le blé et le riz, principales céréales importées dans la région.

La situation de la sécurité alimentaire dans la région commence à se dégrader, surtout dans des pays comme le Sénégal et la Mauritanie où les dernières enquêtes réalisées confirment les risques de soudure précoce et une situation alimentaire difficile pour les ménages pauvres.

Pour 2014, le secteur sécurité alimentaire à travers le Plan humanitaire de réponse stratégique Sahel 2014-16 compte fournir un appui à 11,8 millions de personnes en insécurité alimentaire sur les 20,2 millions que compte la région. Pour cela, la mobilisation de 838 millions de dollars américains (USD) est nécessaire pour améliorer la sécurité alimentaire des ménages les plus vulnérables au Sahel. Des financements précoces (avant fin avril 2014) sont nécessaires pour les ménages déjà en insécurité alimentaire, pour les interventions relatives à la préparation de la saison agricole principale et de la période de soudure pastorale.

Mesures clés pour les partenaires régionaux

- Renforcer le suivi de la sécurité alimentaire dans les pays qui risquent de connaître des soudures précoces surtout au Mali, en Mauritanie, au Niger, au Sénégal et au Tchad
- Plaidoyer pour un financement à temps des actions prioritaires de l'Appel humanitaire Sahel pour les ménages déjà en insécurité alimentaire, pour la préparation de la saison agricole principale et la période de soudure
- Suivre les déplacements de populations en provenance de la RCA et du Nigeria
- Soutenir les processus régionaux d'analyse de la vulnérabilité à la sécurité alimentaire en cours : Cadre Harmonisé, PREGEC et RPCA

Objectif : Dans le cadre des réunions mensuelles du Groupe Régional de Travail Sécurité Alimentaire et Nutrition pour l'Afrique de l'Ouest, dans une perspective humanitaire, le PAM et la FAO informent grâce à ce document le groupe sur les faits saillants de la sécurité alimentaire du mois écoulé.

Campagne agropastorale 2013-2014

Une période de soudure pastorale précoce

La situation des pâturages est marquée par le dessèchement et la baisse de la qualité nutritive de la végétation, en particulier dans les zones déficitaires du Mali, de la Mauritanie, du Niger, du Sénégal et du Tchad. Dans ces zones, la période de soudure va commencer plus tôt que d'habitude selon le rapport du Réseau Billital Maroobé (RMB) sur la situation pastorale 2013/2014. Le rapport précise qu'au **Mali**, particulièrement dans la région de Gao, le déficit est le plus marqué. A l'inverse, dans le cercle d'Ansongo, la disponibilité fourragère est meilleure, ce qui est à l'origine d'un afflux considérable de troupeaux entraînant des risques de surpâturage et de conflit entre les éleveurs autochtones et transhumants. Au **Niger**, la même situation est à prévoir au nord de la région de Tillabéry où les éleveurs s'attendent à une pénurie précoce de fourrage. Au **Burkina Faso**, dans la région du Sahel, le niveau de production fourragère est moyennement satisfaisante dans certaines zones (communes de Gorom et Markoye) et déficitaire dans d'autres (communes de Tin Akof et Deou). Le nord

du **Sénégal** est également marqué par une pénurie fourragère généralisée obligeant les éleveurs à une transhumance précoce vers les régions méridionales. En **Mauritanie**, la situation est assez contrastée avec des zones de production fourragère relativement satisfaisante (Hodh El Charghi et Hodh El Gharbi) et d'autres où la production est généralement faible à médiocre (sud et sud-est de Kiffa et la wilaya du Guidimakha).

Les activités de production agricole de contre-saison se poursuivent dans la région. Une mission conjointe Croix Rouge-FAO-Gouvernement-PAM-PNUD a rapporté que pendant le mois de janvier, une invasion d'oiseaux granivores *Quelea quelea* en Gambie a détruit 600 ha de champs de riz, affectant environ 5 000 ménages dans les communautés de Karantaba, Sikunda, Soma, Pakalinding, Jenoi et Sankuwia (District de Jarra West ; région du Lower River).

Situation acridienne au 3 février 2014

Situation calme pendant le mois de janvier

La situation est restée calme en Afrique occidentale pendant le mois de janvier. Des opérations de lutte limitées ont été réalisées contre un essaim immature et un groupe d'ailés immatures début janvier dans le nord-ouest de la Mauritanie, et contre des groupes d'ailés dans le désert du Ténéré au Niger. Pendant la période de prévision, des ailés en faibles effectifs persisteront et pourront se reproduire à petite échelle dans le nord-ouest et le nord de la Mauritanie ainsi que dans les zones adjacentes du Sahara occidental. [FAO](#)



[Plus d'informations sur ...](#)

Figure 1. Situation acridienne au mois de janvier 2014



Situation des déplacements de population dans la région

Afflux continu de nouveaux arrivants au Tchad

Mali : Les évaluations menées par la Commission Mouvement de Populations (CMP) continuent d'attester d'une baisse générale du nombre de personnes déplacées internes (PDI). Tandis que le rapport CMP de novembre 2013 faisait état de 254 822 PDI sur l'ensemble du territoire, le nombre total de PDI en janvier 2014 est estimé à 217 811. La diminution du nombre de personnes déplacées confirme les tendances au retour observées sur le terrain. Ces tendances sont particulièrement marquées dans les régions sud où près de 57% des déplacés enregistrés en juin 2013 seraient rentrés dans leurs régions d'origine. [CMP](#)

Niger : Les mouvements de populations vers la région de Diffa, au sud-est du Niger se poursuivent en raison de la dégradation continue des conditions sécuritaires dans les zones frontalières au nord du Nigeria. Ces mouvements sont directement liés aux regains épisodiques des violences dues aux affrontements entre l'armée nigérienne et les militants du mouvement Boko Haram. Ainsi, plus de 1 500 personnes se seraient établies autour de

Guésséré, les 24 et 25 janvier. Ces 1 500 personnes viennent s'ajouter à plus de 37 000 autres qui ont cherché refuge au Niger depuis la première vague d'arrivée enregistrée en mai 2013.

Les mouvements transfrontaliers au nord du Niger en direction de la Libye se poursuivent, ce qui marque une inversion de la tendance depuis la crise que la Libye a connu en 2011. La Direction régionale de la police d'Agadez évalue à 40 350, dont 21 132 Nigériens et 19 218 étrangers le nombre de personnes ayant pris la route vers la Libye en 2013. Ces migrations qui sont basées sur les échanges commerciaux et la recherche d'emploi, garantissent une certaine fluidité de l'économie informelle nigérienne, en y important des liquidités et des biens de consommation.

A la date du 6 février, 875 nigériens, dont au moins 300 femmes et 250 enfants de moins de 10 ans, sont retournés de la République centrafricaine (RCA) en raison des violences qui secouent le pays.

[OCHA](#)

Situation des déplacements de population dans la région (suite)

Afflux continu de nouveaux arrivants au Tchad

Tchad : Le déclenchement des exactions en début décembre 2013 entre ex-Séléka et anti-Balaka en République centrafricaine (RCA) a causé des déplacements massifs de population. Depuis le début de l'année, l'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a enregistré 70 913 migrants tchadiens, réfugiés centrafricains et ressortissants de pays tiers à N'Djamena et dans

cinq sites de transit dans le sud du pays au 18 février. Le Bureau du Haut Commissaire pour les réfugiés (HCR) a identifié 7 685 réfugiés centrafricains parmi ces individus ([OCHA](#)).

Avec l'afflux continu de nouveaux arrivants, et de milliers d'autres attendus dans le Sud et dans les sites de transit, les conditions de vie des rapatriés se détériorent progressivement. ([OCHA](#))



Tendance sur les marchés internationaux

L'indice FAO des prix des aliments a reculé en janvier

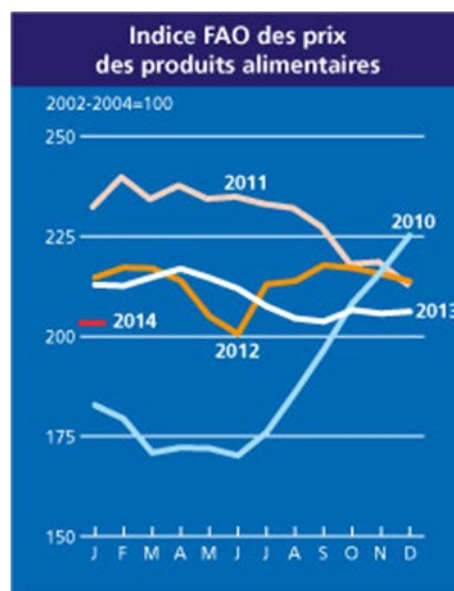
L'indice FAO des prix des aliments s'est établi en moyenne à 203,4 points en janvier 2014, soit un recul de 1,3 pour cent par rapport à décembre et de 4,4 pour cent par rapport au mois de janvier de l'année dernière. À l'exception de l'indice FAO des prix des produits laitiers, qui a enregistré une hausse, les valeurs des autres indices utilisés pour calculer l'indice FAO des prix des aliments ont baissé le mois dernier, en particulier les indices du sucre et des huiles végétales, qui ont reculé de 5,6 pour cent et de 3,8 pour cent respectivement.

L'indice FAO des prix des céréales s'est établi en moyenne à 188,4 points en janvier, soit 3 points (1,6 pour cent) de moins qu'en décembre et 56 points (23 pour cent) de moins qu'en janvier 2013. Les récoltes exceptionnelles de 2013 ont contribué à renflouer les stocks, ce qui, conjugué à l'abondance des disponibilités exportables, a fait tomber les cours internationaux des céréales à des niveaux bien inférieurs aux niveaux élevés de 2012 et des premiers mois de 2013. Les premières prévisions relatives aux récoltes de 2014 étant également favorables, les prix de la plupart des céréales ont continué de reculer au cours des dernières semaines.

En janvier, les cours mondiaux du riz ont connu un léger repli avec toutefois, des baisses plus marquées pour les riz de basse qualité. Les prix vietnamiens ont dû céder du terrain devenus plus chers par rapport à la concurrence indienne et thaïlandaise. En Thaïlande, le conseil national du riz a annoncé la fin du programme des prix

bonifiés. Les excédents d'exportation de l'ensemble des exportateurs asiatiques demeurent très abondants et l'on imagine mal une remontée significative des prix mondiaux, malgré les perspectives de stagnation de la production mondiale et de relance de la demande globale d'importation. ([Osiriz](#))

Figure 2 : Indice FAO des prix des produits alimentaires



Source : [FAO](#)



Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest

Relative stabilité des prix des céréales dans toute la Région

En **Afrique de l'Ouest**, les marchés des trois bassins d'échanges commerciaux (Est, Centre et Ouest) sont généralement bien approvisionnés en céréales. En janvier/février 2014, les prix des céréales sont stables, voire baissent dans la plupart des marchés par rapport à décembre/janvier 2013, avec quelques exceptions localisées au Burkina Faso, Tchad et Bénin. Les prix du mil et du sorgho restent supérieurs à leurs moyennes quinquennales dans la plupart des marchés dans la région sahélienne, ce qui présente un risque pour le pouvoir d'achat des acheteurs nets.

En **Guinée Bissau** et **Guinée**, malgré une stabilité générale à court terme, les prix du riz (importé à Bissau et local à Labé) demeurent

bien plus élevés que leurs moyennes quinquennales (Source : PAM).

Au **Sénégal**, en janvier, les prix des céréales locales affichent une baisse jusqu'à moins 17% par rapport au mois précédent. En ce qui concerne la campagne de commercialisation de l'arachide, on note un regain au courant du mois de février. Toutefois, en janvier 2014, les prix de l'arachide sont en baisse de 12% par rapport à décembre 2013. Ceci pourrait entraîner un bradage de la part des producteurs, avec des répercussions sur le revenu des ménages et leur situation d'accès à l'alimentation (Source : PAM).



Tendances sur les marchés en Afrique de l'Ouest (suite)

Relative stabilité des prix des céréales dans toute la Région

Au Mali, par rapport à la même période en 2013, le prix du mil est en hausse de +21% à Tombouctou, +20% à Kayes et +9% à Ségou, tandis qu'il est en baisse à Gao et à Sikasso (-13%) (Source : [Afrique Verte](#), PAM).

Au Burkina Faso, des hausses des prix mensuels ont été enregistrées en février par rapport à janvier pour le mil (+11%), le sorgho (+11%) et le maïs (+8%), sur le marché de Bobo qui s'expliquent par une forte demande de la part des consommateurs (Source : [Afrique Verte](#), PAM).

Au Niger, la tendance des prix de détail des principales céréales est caractérisée par une stabilité, voire par une baisse saisonnière entre janvier et début février 2014. On retrouve néanmoins quelques exceptions pour le maïs, sur les marchés de Maradi (+21%) et de Zinder (+9%). (Source : [Afrique Verte](#), PAM).

Au Bénin, en janvier, les prix mensuels des céréales locales (sorgho et maïs) sont restés stables ou ont suivi une baisse saisonnière, à l'exception du prix du maïs sur les marchés du nord (Malanville et Natitingou) où ils ont augmenté de 7%. Les prix du maïs sont moins élevés par rapport à la même période en 2013, à l'exception du marché de Malanville (+7%) (Source : PAM).

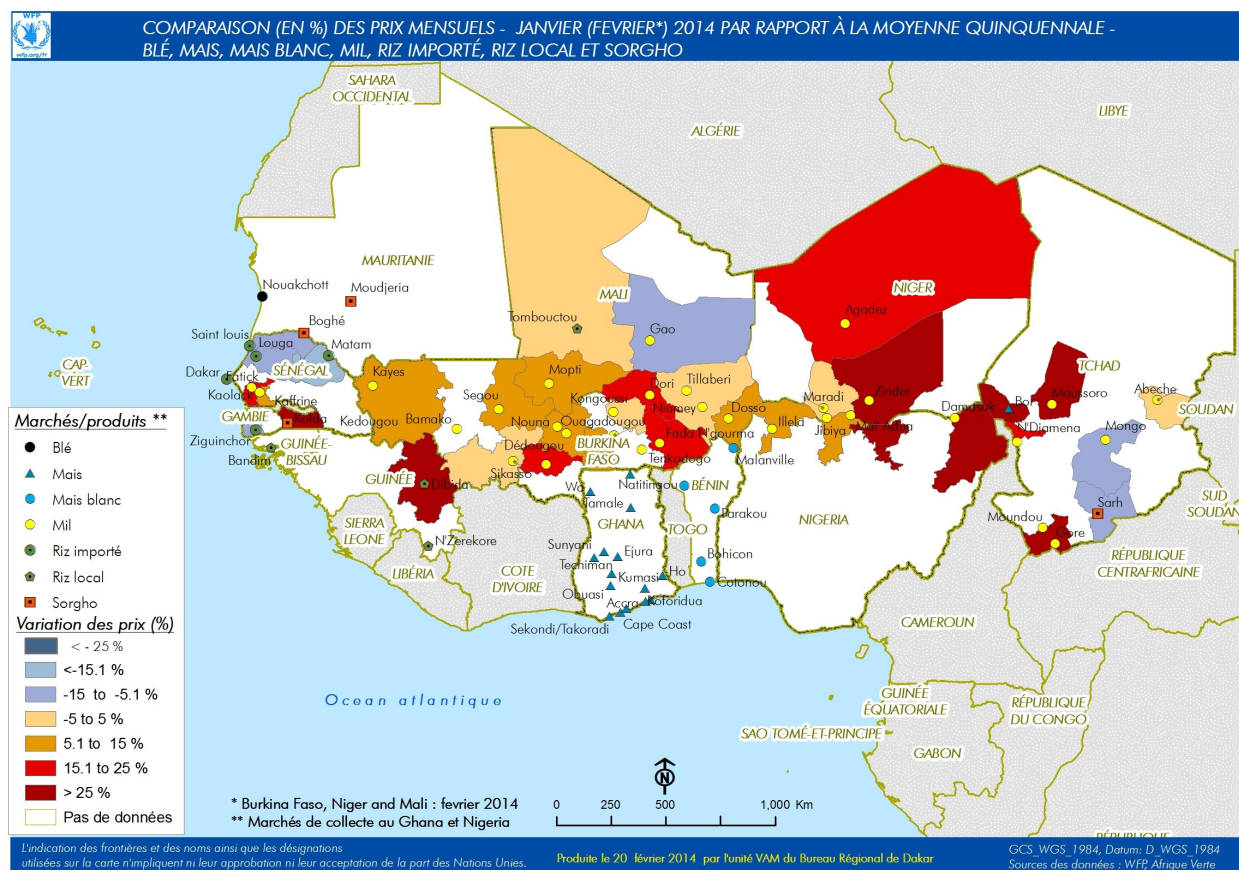
En Mauritanie, on observe une flambée du prix de l'aliment du bétail (paille de riz : +111%, paille sauvage : +96% entre décembre 2013 et janvier 2014) liée au déficit de pâturage dans

plusieurs zones du pays. Le prix du bétail reste sur une tendance à la baisse entre décembre 2013 et janvier 2014; cependant les niveaux des prix demeurent supérieurs à ceux de janvier 2013.

Au Tchad, le prix du maïs a augmenté de 36% en janvier 2014 par rapport à Décembre 2013 dans le marché de Bol (région Lac) . Le prix actuel est de 300 FCFA / kg et est en hausse de 131% par rapport à janvier 2013 (Source: SIM, FEWSNet, PAM).

Le **Ghana** a connu en 2013 une forte augmentation du prix du pétrole suite à l'élimination des subventions étatiques. Parallèlement, le taux d'inflation se trouve en janvier 2014 (13,8%) au niveau le plus élevé depuis janvier 2010 et le Cedi ghanéen s'est déprécié de plus 15% face au dollar US au long de 2013. En réponse à cette situation, le gouvernement augmentera le contrôle sur les transactions en devises de façon à renforcer la monnaie nationale. Etant donné le volume important de devises nécessaires pour l'importation des denrées alimentaires de base (riz, huile végétale et sucre), une limitation des transactions pourrait avoir une répercussion directe sur le prix des produits alimentaires dans le marché local du fait de la baisse de disponibilité. Le pouvoir d'achat des ménages les plus vulnérables pourrait être négativement affecté suite à cette nouvelle réglementation. (Source : [Ghana Central Bank](#) ; [Ghana Statistical Service](#)).

Figure 3 : Comparaison (en %) des prix mensuels des céréales en janvier 2014 par rapport à la moyenne quinquennale





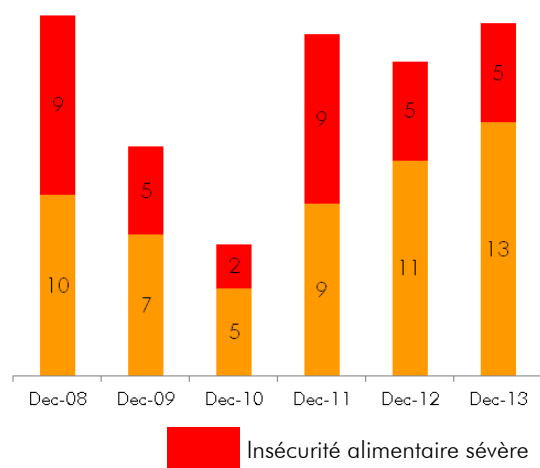
Impact sur la sécurité alimentaire

Situation de la sécurité alimentaire préoccupante dans les zones à risque du Sénégal et de la Mauritanie

Mauritanie, des taux d'insécurité alimentaire post-récolte élevés avec une progression continue en milieu urbain

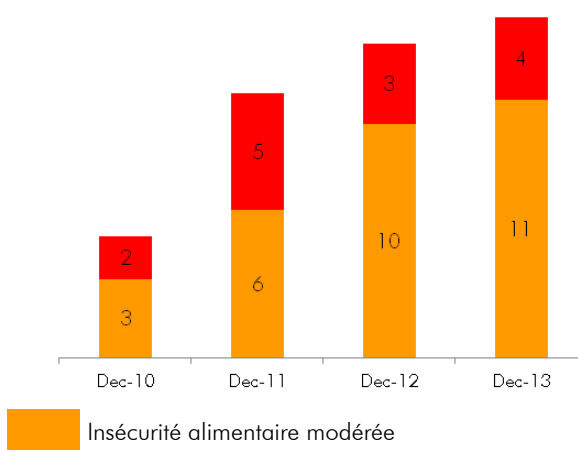
Les résultats de l'enquête de suivi de la sécurité alimentaire post-récolte de décembre 2013 réalisée par le CSA et le PAM, indiquent que 18,5% des ménages sont en insécurité alimentaire à l'échelle nationale (milieu urbain et rural confondus). Ce pourcentage est plus élevé que celui observé en décembre 2012 ou décembre 2011 où les taux étaient de 16,5% et 18% respectivement. Au cours des cinq dernières années, un taux similaire d'insécurité alimentaire n'a été observé qu'en décembre 2008 qui fut une année connaissant d'importantes hausses des prix des produits alimentaires.

Figure 4 : Evolution du taux d'insécurité alimentaire en période post-récolte (%)



Le milieu rural reste plus affecté par l'insécurité alimentaire (22%) que le milieu urbain (14,3%). Cependant, les déterminants de l'insécurité alimentaire en milieu urbain et rural semblent être différents. En effet, alors que la série des taux d'insécurité alimentaire fluctuent en milieu rural au gré de la pluviométrie, de la qualité de la campagne agricole et pastorale et de la fluctuation des prix; en milieu urbain par contre, on assiste à une progression constante depuis juillet 2010. En quatre ans, les taux d'insécurité alimentaire ont progressé de manière significative en milieu urbain, passant de 5,1% en décembre 2010 à 14,3% en décembre 2013.

Figure 5 : Evolution du taux d'insécurité alimentaire en milieu urbain (%)



Sénégal, situation alimentaire critique dans les zones à risque du bassin arachidier, de Louga, Saint Louis, Matam et de la Casamance

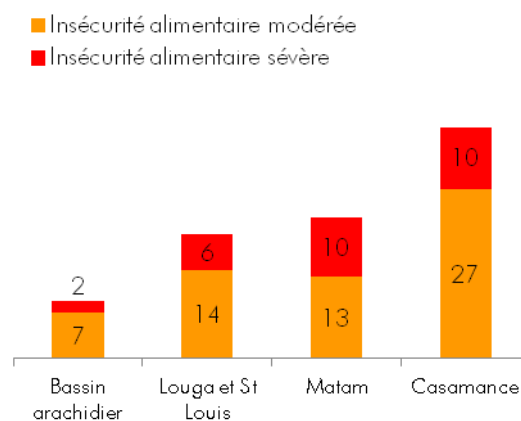
Suite à la campagne agricole 2013/2014, qui a enregistré une baisse de la production de céréales de 12% par rapport à 2012/2013 et de 17% par rapport à la moyenne quinquennale, le PAM, en partenariat avec le Gouvernement et ses autres partenaires, a mené une enquête post-récolte en décembre 2013, sur la sécurité alimentaire des ménages dans les Zones à Risques (ZAR) du Sénégal. Les ZAR, où ont été enregistrées les baisses les plus importantes de la production céréalière par rapport à la moyenne quinquennale, concernent le Bassin arachidier (Kaolack, Fatick, Diourbel, Kaffrine et le département de Bakel), Louga et Saint-Louis, Matam et la Casamance et Kédougou.

Les résultats de cette enquête montrent que la prévalence de l'insécurité alimentaire est de 20,3%, soit 344 400 personnes, avec 6,1% en insécurité alimentaire sévère dans les ZAR (soit 103 300 personnes). Les ZAR de la Casamance affichent les taux les plus élevés. La durée moyenne de couverture des besoins céréaliers par la production sera de trois mois en moyenne dans les ZAR. On s'attend donc à une soudure précoce vers **mars/avril 2014**, ce qui accentuera les difficultés d'accès à l'alimentation pour les ménages pauvres et très pauvres.

Par ailleurs, rappelons qu'en juin 2013, malgré une campagne agricole 2012/2013 globalement satisfaisante, les résultats de

L'Enquête Nationale sur la Sécurité Alimentaire et la Nutrition (ENSAN) menée par le Gouvernement en collaboration avec le PAM, FAO, UNICEF, OMS ont révélé que 5% des ménages Sénégalais étaient en insécurité alimentaire sévère (soit environ 675 000 personnes) et 13,8% étaient en insécurité alimentaire modérée (1 863 000 personnes). Le gouvernement et ses partenaires ont estimé qu'au minimum **675 000 personnes** auront besoin d'assistance d'urgence pendant la période de soudure 2014.

Figure 6 : Prévalence de l'insécurité alimentaire dans les ZAR (%)



Le secteur Sécurité alimentaire dans le Plan humanitaire inter-agences de réponse stratégique 2014-2016 :

Le plan humanitaire inter-agences de réponse stratégique pour le Sahel est un plan sur trois ans (2014-2016), reflétant une nouvelle approche de l'action humanitaire dans le Sahel, adapté au défi de la résilience des populations les plus vulnérables aux crises récurrentes. Il couvre les neuf pays suivants: Burkina Faso, le nord du Cameroun, Tchad, Gambie, Mali, Mauritanie, Niger, le nord du Nigéria et Sénégal. Il comprend un aperçu des besoins humanitaires (*Humanitarian Needs Overview* - HNO) et les plans de réponse stratégiques (*Strategic Response Plan* - SRP) avec les besoins de financement connexes, élaborés conjointement par les principaux partenaires humanitaires au sein des groupes de travail régionaux et nationaux.

Le secteur sécurité alimentaire compte fournir un appui à 11,8 million de personnes en insécurité alimentaire sur les 20,2 millions que compte mettre la région. Les actions proposées s'articulent autour de trois objectifs stratégiques communs avec la mise en œuvre d'actions 1) de renforcement des systèmes d'analyse de la sécurité alimentaire, 2) de renforcement de la résilience des populations vulnérables et 3) d'intervention d'urgence. Le montant total prévu pour la mise en œuvre du plan de réponse du secteur sécurité alimentaire est de 838 millions de dollars américains (USD) pour 2014.



[Pour plus d'informations sur les HNO et SRP pays et régionaux](#)



A vos agendas !

→ Cadre harmonisé pays :

- ◆ Mauritanie : 23 – 27 février 2014
- ◆ Cap Vert, Ghana et Togo : 24 – 28 février 2014
- ◆ Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Gambie et Guinée : 03 – 07 mars 2014
- ◆ Mali, Niger, Sénégal et Tchad : 10 – 14 mars 2014

→ Réunion de la Cellule d'analyse régionale du Cadre harmonisé à Bamako du 20 au 22 mars 2014

→ Réunion du dispositif de gestion et de prévention des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest (PREGEC) à Bamako du 25 au 27 mars 2014



Informations sur la sécurité alimentaire en Afrique de l'Ouest

www.wfp.org/food-security

Mme Anne-Claire Mouilliez

Anne-Claire.Mouilliez@wfp.org

M. Malick Ndiaye

malick.ndiaye@wfp.org

www.fao.org/crisis/sahel/fr/

M. Jose Luis Fernandez

Joseluis.Fernandez@fao.org

M. Patrick David

Patrick.David@fao.org